



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 23 septembre 2011 (26.09)
(OR. en)**

14614/11

PARLNAT 208

NOTE D'INFORMATION

du:	Secrétariat général du Conseil
aux:	parlements nationaux
Objet:	Rapport au Parlement européen et aux parlements nationaux sur les travaux du comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure pour la période allant de janvier 2010 à juin 2011

La présidence du Conseil a soumis au Conseil le rapport en annexe sur les travaux du comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure pour la période allant de janvier 2010 à juin 2011.¹

Conformément à l'article 71 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à l'article 6, paragraphe 2, de la décision du Conseil instituant le comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure (COSI), le Conseil transmet par la présente le rapport susmentionné aux parlements nationaux.

¹ Doc. 14126/11.

1. Introduction

Le présent document est le premier rapport que le comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure (COSI) présente au Parlement européen et aux parlements nationaux; il a été établi conformément à l'article 71 du traité FUE et à l'article 6, paragraphe 2, de la décision du Conseil instituant le comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure¹, qui prévoit que *le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés par le Conseil des travaux du comité permanent.*

À la suite de l'adoption de la décision du Conseil susmentionnée le 25 février 2010, le COSI a tenu sa première réunion le 11 mars 2010, sous présidence espagnole. Dans le cadre du trio de présidences composé de l'Espagne, de la Belgique et de la Hongrie, le comité s'est réuni neuf fois au total, à raison de trois réunions par présidence.

Ont assisté à ces réunions des représentants de haut niveau des États membres, de la Commission et du Secrétariat général du Conseil. Des représentants d'Europol, d'Eurojust, de l'Agence Frontex et du CEPOL ont été associés de près aux travaux du comité, auxquels ils ont assisté régulièrement.

Plusieurs réunions des conseillers JAI/du groupe de soutien COSI ont été organisées pour préparer les réunions du comité. Le groupe de soutien COSI prépare les réunions du comité et assure le suivi nécessaire des différents projets et activités lancés par ce dernier. Ce groupe a tenu onze réunions en 2010, et huit réunions entre janvier et juin 2011. Y ont été associés de près des représentants d'Europol, d'Eurojust, de l'Agence Frontex et du CEPOL. Un représentant d'Interpol a également été invité à assister à l'examen de certains points de l'ordre du jour.

2. Tâches/programme de travail

Dans un premier temps, le COSI s'est surtout attaché à définir son **rôle** et ses **tâches** sur la base de son mandat, défini aux articles 2, 3, 4 et 5 de la décision du Conseil qui l'a institué, des dispositions de la stratégie de sécurité intérieure pour l'Union européenne² et du programme de Stockholm³, dans lequel il est mentionné que *l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre de la stratégie de sécurité intérieure devrait devenir une des missions prioritaires du COSI.*

¹ JO L 52 du 3.3.2010, p. 50.

² Doc. 7120/10 CO EUR-PREP 8 JAI 182.

³ JO C 115 du 4.5.2010, p. 1.

Au cours de ces premiers mois d'activité, les États membres, la Commission et les agences relevant de la JAI ont été invités à soumettre des **propositions de projets** auxquels le COSI pourrait apporter une valeur ajoutée en en assurant la coopération opérationnelle. Sur la base de ces propositions, le COSI a approuvé, lors de sa réunion du 7 septembre 2010, un **programme de travail** pour la période restante du trio de présidences (doc. 13084/10 COSI 56), qui comprenait les quatorze thèmes suivants: cycle politique de l'UE (projet Harmony), stratégie de sécurité intérieure, coopération face à la criminalité organisée, COSPOL (résultats, organisation et thèmes), pacte européen pour la lutte contre le trafic international de drogue, mécanisme de coordination des opérations conjointes, lutte contre le trafic d'armes, documents d'action concernant le PKK, financement de la coopération opérationnelle/fonds pour la sécurité intérieure, coordination entre agences, renforcement de la protection des frontières extérieures et lutte contre l'immigration illégale, clause de solidarité, interaction entre sécurité extérieure et sécurité intérieure (COPS/COSI) et conclusions de la première conférence des chefs des BCN.

Ces quatorze thèmes constituaient un programme de travail réaliste fondé sur le principe de subsidiarité. Dans la mesure du possible, certains projets ont été examinés au sein d'autres instances préparatoires du Conseil compétentes ou d'agences relevant de la JAI afin d'éviter toute répétition inutile de travaux avec le COSI. En outre, les projets n'ont été lancés que s'ils apportaient une valeur ajoutée.

Il convient de noter que ces thèmes diffèrent fortement les uns des autres par leur nature, leur portée, le calendrier qui y est associé, leur impact et les résultats attendus. Les rapports qui ont été établis au sujet des travaux menés sur ces thèmes présentent donc une certaine irrégularité. Par ailleurs, le COSI a examiné un certain nombre de documents et de points ne figurant pas dans son programme de travail¹.

Conformément à son mandat, le COSI n'a pas été associé à l'élaboration des actes législatifs.

¹ Il est possible d'obtenir un rapport détaillé de chaque réunion en consultant, sur le site web du Conseil, les documents contenant les résultats des travaux des réunions du COSI.

3. Activités

3.1 Méthodologie/planification

Le COSI a mis en place et/ou amélioré un certain nombre de mécanismes permettant d'améliorer la planification et la coordination des tâches en cours ou nouvelles dans le domaine de la sécurité intérieure. Dans un premier temps, le COSI a examiné le "rapport M.A.D.R.I.D"¹, qui a contribué à aider le Conseil à tenir un débat sur la sécurité intérieure en juin 2010. Ce rapport fournissait une évaluation des principales menaces que la criminalité organisée et le terrorisme font peser sur la sécurité intérieure de l'UE ainsi que des difficultés que comportent les contrôles aux frontières et la protection civile. Il était essentiellement fondé sur trois documents stratégiques: l'évaluation de la menace que représente la criminalité organisée (OCTA), réalisée par Europol, le rapport sur la situation et les tendances du terrorisme en Europe (TE-SAT), et l'analyse annuelle des risques (AAR) de l'Agence Frontex.

D'une manière générale, le COSI a procédé à un examen détaillé de la communication de la Commission intitulée "**La stratégie de sécurité intérieure de l'UE en action**"², qui a donné lieu à l'adoption de conclusions du Conseil sur la communication en question le 24 février 2011 (doc. 6699/11). Dans ces conclusions, le Conseil charge le COSI, dans le cadre de son mandat³, d'assurer en priorité la coordination, le soutien et le suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de sécurité intérieure.

Le 5 octobre 2010, le comité permanent a décidé d'établir un **cycle politique de l'UE pour lutter contre la grande criminalité internationale organisée**; il s'agit d'un cycle politique pluriannuel assorti d'une méthodologie clairement définie pour fixer, mettre en œuvre et évaluer les priorités en matière de lutte contre la grande criminalité internationale organisée (doc. 15358/10).

¹ Premier rapport principal d'évaluation et de description en vue d'un débat interne (doc. 10203/10 JAI 473 COSI 35).

² Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil du 22 novembre 2010 intitulée "La stratégie de sécurité intérieure de l'UE en action: cinq étapes vers une Europe plus sûre" (doc. 16797/10 JAI 990).

³ JO L 52 du 3.3.2010, p. 50.

Sur la base des résultats des réunions des coordinateurs COSPOL¹ tenues en septembre 2010 et avril 2011, le COSI a approuvé, lors de sa réunion du 1^{er} juin 2011, la version révisée du **mandat relatif aux projets COSPOL** (doc. 10043/2/11 REV 2), dans laquelle les projets COSPOL sont alignés sur le cycle politique de l'UE.

Le COSI a également approuvé les bonnes pratiques d'un projet COSPOL portant sur la criminalité organisée vietnamienne impliquée dans l'immigration clandestine (doc. 10047/1/11 REV 1).

Le COSI a en outre approuvé une révision du **mécanisme de coordination des opérations conjointes**, élaborée par le groupe "Coopération douanière" et le groupe "Application de la loi" lors de leur réunion commune du 5 octobre 2010. Le but de ce mécanisme est de coordonner à un stade précoce les opérations de police conjointes, les opérations douanières conjointes, les projets COSPOL et les activités de l'Agence Frontex pour éviter les chevauchements ou les incompatibilités en ce qui concerne l'objectif ou le calendrier. Chaque présidence informe oralement le COSI du fonctionnement du mécanisme.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Stockholm, et dans le prolongement de la réunion informelle des ministres JAI du 1^{er} octobre 2009, la présidence suédoise a demandé au CEPOL, à Eurojust, à Europol et à l'Agence Frontex d'élaborer un rapport sur les moyens d'améliorer encore leur coopération, dont, "entre autres, des lignes directrices pour les activités stratégiques et opérationnelles, des normes communes, des initiatives communes en matière de formation et des méthodes et routines de travail pour la coopération concrète".

Sur la base des rapports et des propositions élaborés conjointement par le CEPOL, Eurojust, Europol et l'agence Frontex en ce qui concerne la **coopération entre les agences relevant de la JAI** (doc. 5816/10 JAI 87 et 8387/10 JAI 287 COSI 17 + COR 1), le COSI a approuvé, le 25 juin 2010, une méthode de travail pour la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la coopération entre les agences (doc. 9441/2/10 REV 2 JAI 395 COSI 33), ainsi que l'organisation de réunions des chefs des agences relevant de la JAI (doc. 8387/10 JAI 287 COSI 17 + COR 1).

¹ L'abréviation COSPOL signifiait "planification stratégique opérationnelle globale pour la police". Elle a été maintenue car elle est très connue mais à l'avenir, contrairement à ce qu'indique sa dénomination complète, l'accent sera mis non plus sur la "planification" mais sur la traduction des plans stratégiques pluriannuels en plans d'action opérationnels concrets s'inscrivant dans un cycle annuel.

Le COSI suit et suivra cette mise en œuvre au moyen du tableau de bord élaboré par les agences et des rapports sur les réunions des chefs des agences relevant de la JAI.

Faisant suite à différentes demandes de renforcement de la coopération entre les domaines de la politique étrangère et de sécurité commune et l'espace de liberté, de sécurité et de justice¹, le COSI a examiné à différentes reprises, en 2010 et 2011, les diverses possibilités de renforcement de la coopération et de la coordination concernant la sécurité de l'UE. Ces examens successifs ont donné lieu à un accord sur une **méthode de travail pour le renforcement de la coopération et de la coordination concernant la sécurité de l'UE**, dont le Conseil a pris note le 9 juin 2011. Cette méthode de travail prévoit notamment l'organisation régulière de réunions d'information interinstitutionnelles (au moins une fois par trimestre) visant à améliorer la planification et le flux d'informations en ce qui concerne la sécurité de l'UE, ainsi que l'organisation de réunions communes consacrées elles aussi à la sécurité de l'UE.

Au cours de la présidence hongroise, une première réunion informelle a été organisée entre le Comité politique et de sécurité et le COSI. À cette occasion, les deux instances préparatoires se sont déclarées favorables au projet du COPS visant à élaborer une feuille de route décrivant les étapes suivantes de la coopération entre acteurs de la sécurité extérieure et acteurs de la sécurité intérieure concernant le soutien en matière de renseignement, l'échange d'informations, la prise de décisions, la planification de nouvelles missions civiles de gestion de crises et le renforcement des capacités des missions.

¹ Programme de Stockholm (JO C 115 du 4.5.2010, p. 1), Une Europe sûre dans un monde meilleur – Stratégie européenne de sécurité, adoptée par le Conseil européen réuni à Bruxelles le 12 décembre 2003, rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité – Assurer la sécurité dans un monde en mutation, Bruxelles, 11 décembre 2008, S407/08, stratégie de sécurité intérieure pour l'Union européenne: "Vers un modèle européen de sécurité", adoptée par le Conseil le 25 février 2010 et approuvée par le Conseil européen lors de sa réunion des 25 et 26 mars 2010 (doc. 7120/10 CO EUR-PREP 8 JAI 182), communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil - La stratégie de sécurité intérieure de l'UE en action: cinq étapes vers une Europe plus sûre (doc. 16797/10), conclusions du Conseil sur la communication de la Commission intitulée "La stratégie de sécurité intérieure de l'UE en action", adoptées par le Conseil lors de sa session des 24 et 25 février 2011 (doc. 6699/11), stratégie de l'Union européenne visant à lutter contre le terrorisme, adoptée par le Conseil européen lors de sa réunion des 15 et 16 décembre 2005 (doc. 14469/4/05 REV 4).

3.2 Mise en œuvre

À la suite de l'adoption par le Conseil, lors de sa session des 8 et 9 novembre 2010, de conclusions sur la création et mise en œuvre d'un **cycle politique de l'UE pour lutter contre la grande criminalité internationale organisée**, le COSI a mené des travaux consacrés à la mise en œuvre des différentes mesures prévues pour le cycle politique initial et réduit de deux ans.

En particulier, le COSI et la Commission ont élaboré un document d'orientation politique sur la base de l'évaluation faite par l'UE en 2011 de la menace que représente la criminalité organisée (OCTA 2011)¹ en vue d'aider le COSI à présenter au Conseil un projet de conclusions sur la définition de nouvelles priorités de l'UE pour la lutte contre la criminalité organisée entre 2011 et 2013. Ce document d'orientation politique, qui constitue un important volet du cycle politique (doc. 9225/4/11 REV 4), a été approuvé par le COSI le 1^{er} juin 2011. Le Conseil s'en est servi comme base pour adopter des conclusions sur la définition des priorités de l'UE pour la lutte contre la criminalité organisée entre 2011 et 2013 (doc. 11050/11).

Le COSI a déjà commencé à préparer la mise en œuvre de ces conclusions, notamment en identifiant les experts concernés qui seraient amenés à définir les objectifs stratégiques de chaque priorité.

Un groupe de projet dirigé par la présidence hongroise a établi un recueil d'exemples de **bonnes pratiques** appliquées dans les États membres en ce qui concerne des **approches et actions complémentaires en vue de prévenir et de combattre la criminalité organisée** (doc. 10899/11 JAI 380 COSI 44 CRIMORG 77 ENFOPOL 179). Ce recueil de bonnes pratiques a été présenté au Conseil le 9 juin 2011 et transmis aux experts concernés, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du cycle politique de l'UE.

La présidence espagnole a organisé du 7 au 10 juin 2010 l'"**opération globale européenne**" (doc. 11410/10 COSI 43), dont l'objectif premier était d'analyser la capacité des États membres à mobiliser au niveau européen les moyens des services répressifs en mettant l'accent sur une série de menaces criminelles, afin de dresser un état des lieux précis du fonctionnement des contrôles effectués par les services de police, les gardes-frontières et les douaniers à partir des résultats opérationnels obtenus dans l'ensemble. Les résultats de cette opération ont été communiqués au Conseil.

¹ Doc. 8709/11 JAI 217 COSI 19 CRIMORG 45 PESC 453 RELEX 355.

Le COSI a repris la gestion et le suivi des **projets COSPOL**. Sur la base d'une évaluation faite par Europol des projets COSPOL en cours et des résultats de la réunion que les coordinateurs COSPOL nationaux ont tenue le 10 septembre 2010, le comité a adopté un ensemble de conclusions concernant les projets COSPOL existants; il attend par ailleurs les conclusions sur le cycle politique 2011-2013 pour prendre d'autres décisions à cet égard.

Le COSI a créé trois groupes de projet pour la mise en œuvre du **pacte européen pour la lutte contre le trafic international de drogue**, qui ont respectivement comme thématique la cocaïne, l'héroïne et les produits du crime. Ces groupes de projet ont régulièrement informé le comité de l'état d'avancement de leurs activités, qui se poursuivent.

Le 24 novembre 2010, le COSI a discuté de la rationalisation de certaines activités en cours ou d'exigences existantes concernant la **coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée en provenance d'Afrique occidentale**, sur la base du document 16525/10 COSI 73 JAIEX 89 CORDROGUE 96 CRIMORG 201 COAFR 411, et notamment des rapports, de l'utilisation des fonds, des plateformes d'officiers de liaison et de l'échange d'informations. À la suite de cette discussion, un rapport sur la coordination de la coopération en matière de lutte contre la criminalité organisée, en particulier le trafic de drogue, en provenance d'Afrique occidentale a été approuvé par le COSI et soumis au Conseil le 24 février 2011. Ce rapport fait le point de la situation en 2010 en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations et mesures arrêtées sur la base du pacte européen pour la lutte contre le trafic international de drogue (doc. 8821/10), du document d'orientation générale (doc. 5069/3/10) et des conclusions du Conseil sur le renforcement de la lutte contre le trafic de drogue en Afrique occidentale (doc. 15248/1/09).

Le 30 avril 2010, le COSI est parvenu à un accord sur sa participation à la mise en œuvre de cinq des vingt-neuf mesures énoncées dans les **conclusions du Conseil concernant 29 mesures pour renforcer la protection des frontières extérieures et lutter contre l'immigration clandestine** (doc. 6975/10). Cette participation est limitée aux mesures qui ont des incidences dans le domaine de la sécurité intérieure et a lieu uniquement dans le plein respect des dispositions de la décision du Conseil instituant le comité et des compétences des autres instances, agences et institutions.

Le COSI a examiné un **rapport sur la dimension judiciaire de la lutte contre le terrorisme**, élaboré par le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.

En 2010 déjà, le COSI, conjointement avec le groupe "Terrorisme", a participé aux travaux sur un **mécanisme de partage d'informations sur les modifications apportées au niveau de menace dans les États membres**, à la suite desquels le Conseil a adopté des conclusions lors de sa session des 2 et 3 décembre 2010 (doc. 17303/1/10).

4. **Conclusion**

Au cours de ces premiers mois d'activité, le COSI a concentré ses efforts sur les méthodes de travail et les procédures (à appliquer en son sein). Néanmoins, et ce de plus en plus, le comité permanent peut consacrer son attention et ses ressources à la mise en œuvre de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure.

Le COSI est déterminé à assurer la cohérence des actions opérationnelles et notamment à faire en sorte que les actions qui ont trait à la grande criminalité organisée demeurent conformes au cycle politique de l'UE, c'est-à-dire aux plans stratégiques pluriannuels et aux plans d'action opérationnels annuels qu'il doit adopter en fonction des priorités fixées par le Conseil. Une coopération étroite et efficace entre le COSI, les agences relevant de la JAI et les acteurs associés à la politique étrangère et de sécurité commune contribuera grandement à la réalisation de progrès à l'avenir.
